



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé mercredi sa profonde inquiétude suite aux informations persistantes faisant état de violations des droits de l'homme et abus commis dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du pays, ainsi que dans l'extrême nord.

Le Haut-Commissaire a déclaré qu'il était regrettable que le Gouvernement camerounais n'ait pas donné au bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme l'accès aux régions du nord-ouest et du sud-ouest en dépit de demandes répétées.

« Compte tenu de la gravité des informations faisant état de violences contre les Camerounais dans l'ouest du pays, nous avons demandé à pouvoir vérifier les allégations de violations et d'abus commis à la fois contre les forces de sécurité et contre les éléments armés », a déclaré le Haut-Commissaire Zeid.

« Nous allons maintenant devoir explorer d'autres options, y compris la surveillance à distance. » Ce qui a débuté comme une protestation en octobre 2016 dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest contre la discrimination structurelle a dégénéré en violence en 2017; la situation s'est considérablement aggravée depuis lors. Les rapports font état d'enlèvements, d'assassinats ciblés contre la police et les autorités locales, de destructions d'écoles par des éléments armés.

Les rapports révèlent aussi que les forces gouvernementales seraient responsables de tueries, d'usage excessif de la force, d'incendie de maisons, de détentions arbitraires et de torture. Les chiffres de l'ONU indiquent que plus de 21 000 personnes ont fui vers les pays voisins, tandis que 160 000 ont été déplacées à l'intérieur du pays par la violence ; beaucoup d'autres se seraient cachées dans les forêts.

« Pour éviter que la situation ne se détériore davantage, j'exhorte le gouvernement à lancer des enquêtes indépendantes sur les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de l'Etat ainsi que les abus perpétrés par les éléments armés », a déclaré Zeid. « Je condamne les attaques par les éléments armés camerounais, y compris l'embuscade du 13 juillet près de la ville de Kumba dans la région du sud-ouest, sur un convoi du Ministre de la Défense. Mais la lourde répression que le gouvernement semble avoir employé depuis Octobre de l'année dernière ne fera qu'aggraver la situation pour les femmes, les enfants et les hommes pris au milieu des violences. »

Le Haut-Commissaire a également déclaré qu'il était « absolument consterné » par une terrible vidéo montrant des membres des forces armées exécutant une femme, un enfant et un bébé accusés d'être membres de Boko Haram. « Le gouvernement du Cameroun a l'obligation d'enquêter d'urgence sur ce crime atroce. Je suis profondément inquiet que ces meurtres capturés par caméra ne soient pas des cas isolés », a-t-il dit

Afriqinfos
